

PRIX NUMÉRIQUE ET TRANSPARENCE

CEREMONIE DE REMISE DES PRIX

Paris, 8 décembre 2017

Dossier de presse



etalab ^{gouv.fr}



« Plus encore que les revenus, la corruption impacte le développement économique. Tous les indices de développement humain en souffrent et quand il n'y a pas de gouvernance démocratique, il n'y a pas de croissance. »

*Robin Hodess
Directrice, Transparency International*

« La révolution numérique est l'opportunité de faire émerger de nouvelles initiatives qui renforcent la transparence et la redevabilité de l'action publique. Nous devons inclure davantage d'innovateurs civiques, qui construisent des méthodes et outils au service de la gouvernance démocratique et de l'ouverture. »

*Mounir Mahjoubi
Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Numérique*

Le Ministère français de l'Europe et des Affaires Etrangères, Transparency International, l'agence française de coopération médias CFI, et le Liberté Living-Lab, avec l'aimable participation d'Etalab sont à l'initiative de la première édition du **Prix Numérique et Transparence**.

Ce prix vise à récompenser les meilleurs outils numériques destinés à enrayer tout phénomène de corruption, développés par la société civile (individus et organisations). Il permet de renforcer et de promouvoir les initiatives existantes d'appui à la gouvernance démocratique dans les pays francophones en développement, suivant trois catégories : ouverture des données pour la transparence de l'action publique ; contrôle citoyen pour la bonne gouvernance ; et outil de prévention et de lutte contre la corruption.

De nombreuses candidatures, provenant de différentes zones géographiques et de tous les horizons, ont été reçues. La qualité et l'engagement des projets prouvent que de nombreux citoyens dans le monde s'inquiètent du fléau que représente la corruption pour le développement de leur pays et le bien-être de ses populations. Neuf experts issus du monde de la civic tech et du mouvement anti-corruption ont délibéré longuement afin de choisir, parmi les projets reçus, les finalistes de ce prix.

La cérémonie de remise des prix de la première édition du Prix Numérique et Transparence aura lieu le vendredi 8 décembre 2017 au Liberté Living-Lab au 9, rue d'Alexandrie.

Elle se fera en présence de Mounir Mahjoubi, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, Chargé du Numérique, et d'André Parant, Secrétaire général adjoint du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

INVITES

Mounir Mahjoubi, Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, Chargé du numérique

André Parant, Secrétaire général adjoint du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Marc-André Feffer, Président de Transparency International France

Marc Fonbaustier, Directeur général adjoint de CFI

Et **Rudy Cambier**, Directeur du Liberté Living-Lab, qui nous fera l'honneur d'accueillir la cérémonie dans ses locaux.

FINALISTES

Catégorie 1 : ouverture des données pour la transparence et l'action publique

AL BAWSALA – Selim Kharrat (Tunisie)



Al Bawsala a été fondée en 2012, au lendemain de la révolution tunisienne. Cette organisation de contrôle parlementaire œuvre à replacer le citoyen au cœur de l'action publique en lui fournissant des données et des outils pour observer l'activité des différentes institutions publiques. Selim Kharrat est activement engagé dans la vie politique et sociale en Tunisie depuis de nombreuses années. Il a mené des initiatives avec Amnesty International, a créé les Cahiers de la Liberté une association qui favorise la prise de conscience politique, et a travaillé dans de nombreuses ONG pour la défense des droits de l'Homme.

CABRANE – Charfeddine Yakoubi (Tunisie)



Cabrane est une plateforme participative de suivi des projets publics en Tunisie. Elle permet non seulement un accès aux informations relatives à ces projets mais aussi d'en proposer de nouveaux ou de demander redevabilité aux pouvoirs publics grâce à un accès ouvert. Cette plateforme utilise des technologies novatrices accessibles et elle s'insère dans une mouvance mondiale vers l'e-gouvernance et la transparence des marchés publics. Charfeddine Yakoubi a fondé l'Association tunisienne des contrôleurs publics (ATCP). Activiste contre la corruption, il milite pour un accès plus large aux données publiques, arguant que la corruption ne peut sévir dans un environnement transparent.

Catégorie 2 : contrôle citoyen pour la bonne gouvernance

AFRICA CHECK – Robert Holloway (Sénégal)



Avec des bureaux en Afrique du Sud, au Sénégal et au Nigéria, **Africa Check** est la première organisation de vérification de faits en Afrique. Son but est de promouvoir l'exactitude et l'honnêteté dans le débat en Afrique. Elle participe ainsi au renforcement de la démocratie et à la reddition des comptes sur le continent. Elle évalue les déclarations faites en public par les personnalités politiques, les syndicalistes ou des membres de la société civile, en utilisant des moyens journalistiques et des ressources accessibles au grand public.

PRESIMETRE – Luther Yameogo (Burkina Faso)



Le **Présimètre** est un programme de redevabilité politique et socio-économique s'appuyant sur une plateforme technologique de contrôle citoyen des politiques publiques. Cet outil vise à partager des informations entre des groupes de la société civile travaillant sur la gouvernance démocratique pour renforcer la collaboration, le plaidoyer et rendre possible une réponse rapide aux dysfonctionnements dans la gestion des politiques publiques. Créé à l'initiative de Luther Yameogo, dont l'expérience en développement international et en action humanitaire est éprouvée dans la quasi-totalité des pays africains, le Présimètre est porté par l'ONG Diakonia.

Catégorie 3 : outil de prévention et de lutte contre la corruption

P.A.S.C.O – Moussa Diallo - Sénégal



Le **Portail Africain de Surveillance et de lutte contre la Corruption (P.A.S.C.O)** est un outil qui vise à sensibiliser les citoyens, les acteurs publics et les gouvernants en donnant des informations fiables pour lutter contre la corruption. En partenariat avec le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent (GIABA), P.A.S.C.O bénéficie d'un réseau d'observateurs dans toute la zone CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest). Moussa Diallo, son fondateur, est sénégalais. Il est diplômé en informatique et met ses compétences technologiques au service de la préservation du bien commun. Rentré au Sénégal, il a créé Andando, une entreprise de services qui héberge notamment PASCO.

TSYCOOLKOLY – Andrianina Rakotoarivelo (Madagascar)



Tsycoolkoly permet aux citoyens de Madagascar de dénoncer des cas de corruption ou de féliciter les agents intègres. Les données sont traduites en statistiques simples, permettant aux citoyens de s'informer via un baromètre de la corruption pour des secteurs d'activités précis et d'évaluer les institutions assignées à lutter contre la corruption. Tsycoolkoly (« pas cool la corruption » en malgache) est porté par l'ONG Tolotsoa.

Prix Liberté Living Lab

Ce prix est attribué par le Liberté Living-Lab, lieu d'innovation technologique citoyenne et sociale à Paris. Il est destiné à un projet non achevé qui a besoin d'être développé. Le lauréat bénéficie du LLL comme lieu de résidence gratuit pendant 3 mois, ce qui lui permet de développer son projet et de bénéficier de l'écosystème des entrepreneurs civic tech.

225 STOP CORRUPTION – Jules Depeux (Côte d'Ivoire)

225stopcorruption est une plate-forme Web et application développée par deux jeunes ivoiriens pour offrir à leurs concitoyens l'opportunité de signaler les cas de corruption et de célébrer les acteurs qui évitent la corruption, grâce à leur honnêteté et bonne conduite. Cet outil utilise la technologie pour capturer, analyser et partager des informations afin de prévenir, détecter et enrayer des comportements corrompus. La plate-forme a été développée en s'inspirant de modèles contribuant efficacement à l'enrayement et l'éradication de la corruption qui entache l'image de certains pays en voie de développement.

PROGRAMME

09H00 – 09h30

Accueil du public

09h30 – 10h15

Mots de bienvenue – **Mounir Mahjoubi** (Secrétaire d'Etat au Numérique), **Marc-André Feffer** (Président de Transparency international France), **Marc Fonbaustier** (Directeur Général Adjoint de CFI)

10h15 - 10h25

Présentation du concours - **Ziad Maalouf** (président du jury, Journaliste à RFI), **Sylvain Lapoix** (maitre de cérémonie)

10h25 – 10h45

Catégorie 1 : Données ouvertes – **Laure Lucchesi** (Directrice d'Etalab)
Pitch des finalistes (prometteur et lauréat) - Questions de la salle

10h45 – 11h05

Catégorie 2 : Participation citoyenne – **Fodé Sanikayi Kouyaté** (Président de l'Association des Blogueurs de Guinée)
Pitch des finalistes (prometteur et lauréat) - Questions de la salle

11h15 – 11h35

Catégorie 3 : Outil de prévention et de lutte contre la corruption – **Samuel Goeta** (Chercheur et directeur de Dataactivist)
Pitch des finalistes (prometteur et lauréat) - Questions de la salle

11h35 – 12h

Prix Liberté Living Lab – **Rudy Cambier** (Directeur du Liberté Living Lab)
Pitch du lauréat - Questions de la salle

12h: Clôture et remise des prix – **André Parant** (Secrétaire Général Adjoint du MEAE)

12H15 Cocktail

MEMBRES DU JURY

Emmanuel Adjovi

Responsable Programme "Société de l'information" à l'OIF



Responsable du programme « Société de l'information » à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Emmanuel Adjovi est en charge de la gouvernance de l'Internet, de la cybersécurité, de l'e-gouvernement et de l'économie numérique.

Rudy Cambier

Directeur du Liberté Living-Lab



Co-dirigeant du Liberté Living-lab (lieu d'innovation tech civique et social), Rudy y est notamment en charge de la veille, des études et du développement de l'écosystème d'innovation (détection et sélection des startups, partenariats recherche, programmes d'open innovation).

Samuel Goeta

Fondateur de Dataactivist



Sociologue, Samuel Goeta a fondé Dataactivist, une entreprise qui aide les organisations à ouvrir leurs données, à obtenir l'ouverture de données et à les utiliser.

Pierre Jalladeau
Directeur Afrique à CFI



Directeur Afrique à CFI, l'agence française de coopération médias, Pierre Jalladeau accompagne notamment le développement de solutions numériques et innovantes au service de la bonne gouvernance et des Objectifs du Développement Durable au sein des médias d'Afrique subsaharienne.

Laure Lucchesi
Directrice d'Etalab



Laure Lucchesi est la directrice d'Etalab, la mission chargée de piloter l'ouverture et le partage des données publiques (Open Data). Cet organisme, placé sous l'autorité du Premier ministre, est chargé de promouvoir l'ouverture et le partage des données.

Ziad Maalouf
Journaliste à RFI



Président du Jury, Mr. Maalouf est journaliste à RFI, où il anime l'émission « L'atelier des médias », qui traite des innovations, de la société numérique et des révolutions du monde arabe.

Sarah Marniesse

Directrice du Département de la mobilisation des savoirs pour le développement de l'IRD



Docteure en économie du développement, directrice du Département de la mobilisation des savoirs pour le développement de l'IRD, Sarah Marniesse travaille en particulier sur la promotion des nouveaux modèles économiques portés par les acteurs innovants du développement.

Fodé Sanikayi Kouyaté

Président de l'Association des Blogueurs de Guinée (ABLOGUI)



Fodé Sanikayi Kouyaté est un activiste renommé qui œuvre à faire d'Internet un outil de démocratisation et de gouvernance ouverte.

Jean Brice Tetka

Coordinateur à Transparency International



Jean Brice Tetka coordonne à Transparency International les programmes de lutte contre la corruption par les technologies. Il s'occupe également du projet d'ouverture des données pour permettre aux journalistes d'investigation d'accéder aux données sur la corruption.

INFORMATIONS PRATIQUES

Vendredi 8 décembre, de 9h à 13h

Au Liberté Living Lab

9 rue d'Alexandrie, Paris 2^{ème}

Métro Sentier, Bonne Nouvelle ou Strasbourg Saint-Denis

Inscription obligatoire sur le site [EventBrite](#)

CONTACT PRESSE

Rachel Ruamps : rachel.ruamps@diplomatie.gouv.fr